



Pour l'honorable Jean Michel Nintcheu, il apparaît aujourd'hui clairement des éléments probants qui attestent qu'il y a eu des faits criminels de détournements massifs de deniers publics.

Pour ce faire, l'élu de la Nation invite le chef de l'Etat à décharger de leurs fonctions tous les ministres qui avaient en charge la gestion des fonds et des infrastructures de la CAN 2021 afin qu'ils soient mis à la disposition de la justice.

Lire la communication intégrale de l'honorable Jean Michel Nintcheu

Communiqué de presse à la suite de la correspondance du ministre des Sports et de l'Éducation physique au Secrétaire général des services du Premier ministre

Dans une correspondance datée du 19 février 2021 à la suite du décret N° 2021/100 signé trois jours plus tôt par le président de la République habilitant le ministre de l'économie, du plan et de l'aménagement du territoire à signer une convention de crédit de 55.166.693.111 FCFA avec la Standard Chartered Bank et BPI France Export pour le financement du Projet d'achèvement des travaux du Complexe sportif d'Olembe, j'ai saisi le Ministre d'État,

Secrétaire général de la présidence de la République et président de la Task force CAN 2021 pour lui demander des clarifications sur la gestion des fonds alloués à la CAN 2019 devenue CAN 2021 du fait d'un « glissement ». Il était question qu'il communique le descriptif des travaux réalisés ou en cours de réalisation à la date de ma correspondance, les lignes budgétaires sur lesquelles les fonds ont été prélevés pour les travaux sur le site d'Olembe ainsi que le compte d'emploi des dépenses effectuées avant la signature dudit décret. Il était également question qu'il me communique les mécanismes de financement de ce Complexe sportif, les mécanismes de remboursement des différents emprunts contractés par l'État auprès des différents partenaires au nom du peuple camerounais. Jusqu'ici le président de la Task force CAN 2021 n'a pas daigné répondre à cette lettre que j'ai pris le soin de lui faire parvenir par DHL avec accusé de réception.

Le 3 janvier 2023, le ministre des sports et de l'éducation physique a saisi par correspondance le secrétaire général des services du Premier ministre au sujet de la résiliation unilatérale du contrat par MAGIL. La lecture de cette correspondance vient confirmer les appréhensions qui étaient les miennes sur les détournements des fonds alloués pour la construction des infrastructures prévues sur ce site. Plus de 250 milliards de FCFA partis en fumée alors que pratiquement tout est à refaire sur ce site.

Il apparaît aujourd'hui que les éléments probants attestent qu'il y a eu des faits criminels de détournements massifs de deniers publics tels que le relève un membre du gouvernement en l'occurrence le ministre des sports et de l'éducation physique dans sa correspondance adressée au SGPM alors que ce même ministre nous déclarait en novembre 2021 que les travaux de finition étaient achevés, y compris les infrastructures résiduelles

Des camerounais notamment des militants d'un parti politique de l'opposition, pour avoir appelé l'attention de M. Biya ainsi que celle de la communauté nationale et internationale sur ce scandale en utilisant les moyens de droit dont disposent les partis politiques de l'opposition en pareille circonstance, se retrouvent aujourd'hui en prison sous le fallacieux prétexte de « tentative d'insurrection et de déstabilisation ».

Il est curieux de constater que, comme s'il s'agissait d'un scénario à l'italienne bien orchestré, ce sont les principaux acteurs de la gestion des fonds dédiés aux infrastructures de cette CAN qui ont été les instigateurs de la privation de liberté de ces concitoyens dont certains croupissent encore dans nos prisons.

Le 31 décembre dernier, lors de son adresse à la nation, M. Biya a attiré l'attention des camerounais sur « un fléau qui prend de l'ampleur dans notre société. La corruption et l'incivisme (...) ». Il a également mentionné au cours de la même adresse ce qui suit: « Je tiens à rappeler que tous ceux qui s'enrichissent illicitement en spoliant l'État, à quelque niveau que ce soit, vont rendre des comptes ».

En tant que Député de la Nation, au vu des évidences contenues dans la correspondance du ministre des sports et de l'éducation physique, j'interpelle ultimement le Président de la République de décharger de leurs fonctions tous les ministres qui avaient en charge la gestion des fonds et des infrastructures de la CAN 2021 afin qu'ils soient mis à la disposition de la justice. Tout laxisme de M. Biya au sujet de ce scandale vaudra complicité active et

permanente.

Hon Jean Michel NINTCHEU

Député
